



Actualités législatives et réglementaires

► Cessation d'activité - Amiante

L'arrêté du 5 mars 2020, modifiant et complétant la liste des établissements et des métiers de la construction et de la réparation navales susceptibles d'ouvrir droit à l'allocation de cessation anticipée d'activité des travailleurs de l'amiante, est paru au JO du 13.

► Coronavirus - Rassemblements

L'arrêté du 13 mars 2020, portant diverses mesures relatives à la lutte contre la propagation du virus covid-19, est paru au JO du 14. Un arrêté rectificatif est paru au JO du 15.

Il entre en vigueur immédiatement par décret n°2020-242 du 13 mars (JO du 14).

► CDD tremplins

L'arrêté du 14 février 2020, portant approbation du cahier des charges « *Expérimentation d'un accompagnement des transitions professionnelles dans le cadre du contrat à durée déterminée Tremplin* », est paru au JO du 14 mars.

► Entreprises adaptées de travail temporaire

Un arrêté du 14 février 2020, portant approbation du cahier des charges « *Expérimentation des entreprises adaptées de travail temporaire* », est paru au JO du 14 mars.

► Coronavirus - Fermeture d'établissements - Confinement

L'arrêté du 14 mars 2020, portant diverses mesures relatives à la lutte contre la propagation du virus covid-19, est paru au JO du 15. Il est d'application immédiate par décret n°2020-249 du 14 mars 2020 (JO du même jour).

Il a été modifié par arrêté du 15 mars 2020 complétant l'arrêté du 14 mars 2020 portant diverses mesures relatives à la lutte contre la propagation du virus covid-19 et est paru au JO du 16. Le décret n°2020-259 du même jour le rend applicable immédiatement.

Il a également été modifié par l'arrêté du 16 mars (JO du 17) et celui du 17 mars (JO du 18).

Il a été abrogé par l'arrêté du 23 mars 2020 prescrivant les mesures d'organisation et de fonctionnement du système de santé nécessaires pour faire face à l'épidémie de covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire (JO du 24). Il est complété par l'arrêté du 14 avril (JO du 14), d'application immédiate par décret n°2020-422 (JO du 14).

Le décret n°2020-293 du 23 mars 2020, prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire, est publié au JO du 24.

Il prévoit la mise en confinement jusqu'au 30 mars et reprend la liste des établissements fermés.

Il est modifié par le décret n°2020-344 du 27 mars 2020 qui prolonge la période de confinement jusqu'au 15 avril (JO du 28), puis jusqu'au 11 mai par décret n°2020-423 du 14 avril 2020 (JO du 14).

Il est de nouveau modifié par le décret n°2020-466 du 23 avril 2020 complétant le décret n°2020-293 du 23 mars 2020 prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire (JO du 24).

Les décrets n°2020-360 du 28 mars 2020 (JO du 29) et n°2020-370 du 30 mars 2020 (JO du 31) complètent le décret n°2020-293 du 23 mars 2020 prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire.

Il est complété par le décret n°2020-384 du 1^{er} avril 2020 (JO du 2).

Il est à nouveau modifié par le décret n° 2020-497 du 30 avril 2020 complétant le décret n° 2020-293 du 23 mars 2020 prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire (JO du 1^{er} mai).

► Coronavirus - Déplacements

Le décret n°2020-260 du 16 mars 2020, portant réglementation des déplacements dans le cadre de la lutte contre la propagation du virus covid-19, est paru au JO du 17.

Le décret n°2020-261 du même jour le rend applicable immédiatement.

Il est modifié par le décret n°2020-279 du 19 mars 2020 paru au JO du 20.

► **Promotion en alternance**

Le décret n°2020-262 du 16 mars 2020, relatif à la mise en œuvre et au financement de la reconversion ou promotion par alternance, est paru au *JO* du 17.

► **Coronavirus - Contraventions**

Le décret n°2020-264 du 17 mars 2020, portant création d'une contravention réprimant la violation des mesures destinées à prévenir et limiter les conséquences des menaces sanitaires graves sur la santé de la population, est paru au *JO* du 18.

► **Inclusion dans l'emploi et engagement des entreprises**

Le décret n°2020-265 du 17 mars 2020, instituant un haut-commissaire à l'inclusion dans l'emploi et à l'engagement des entreprises, est paru au *JO* du 18.

► **Haut-commissaire aux compétences**

Le décret n°2020-266 du 17 mars 2020, instituant un haut-commissaire aux compétences, est paru au *JO* du 18.

► **Coronavirus - Prestations en espèces**

Le décret n°2020-277 du 19 mars 2020, modifiant le décret n°2020-73 du 31 janvier 2020 portant adoption de conditions adaptées pour le bénéfice des prestations en espèces pour les personnes exposées au coronavirus, est paru au *JO* du 20.

► **Arrêts de travail**

L'arrêté du 3 mars 2020, fixant le modèle du formulaire « *Avis d'arrêt de travail* », est paru au *JO* du 20.

► **Transports de marchandises**

Un arrêté du 19 mars 2020 portant levée de l'interdiction de circuler des véhicules de transport de marchandises à certaines périodes, dans le cadre de la crise épidémique du coronavirus « *covid-19* », est paru au *JO* du 21.

Un autre arrêté du 20 mars 2020, portant dérogation temporaire aux règles en matière de temps de conduite pour le transport routier de marchandises, est paru au *JO* du 21.

Ces deux arrêtés entrent en vigueur immédiatement selon le décret n°2020-280 publié le même jour.

► **Commissaires aux comptes**

Le décret n°2020-292 du 21 mars 2020, relatif aux commissaires aux comptes, est paru au *JO* du 24.

► **Coronavirus - Loi d'urgence**

La loi n°2020-290 du 23 mars 2020 d'urgence, pour faire face à l'épidémie de covid-19, est parue au *JO* du 24, avec un rectificatif au *JO* du 26.

► **Loi de finances rectificative**

La loi n°2020-289 du 23 mars 2020 de finances rectificative pour 2020 est parue au *JO* du 24.

► **Coronavirus - Ordonnances**

Différentes ordonnances sont parues au *JO* du 26 mars :

- L'ordonnance n°2020-323 du 25 mars 2020 portant mesures d'urgence en matière de congés payés, de durée du travail et de jours de repos ;
- L'ordonnance n°2020-304 du 25 mars 2020 portant adaptation des règles applicables aux juridictions de l'ordre judiciaire statuant en matière non pénale et aux contrats de syndic de copropriété ;
- L'ordonnance n°2020-306 du 25 mars 2020 relative à la prorogation des délais échus pendant la période d'urgence sanitaire et à l'adaptation des procédures pendant cette même période ;
- L'ordonnance n°2020-341 du 27 mars 2020 portant adaptation des règles relatives aux difficultés des entreprises et des exploitations agricoles à l'urgence sanitaire et modifiant certaines dispositions ;
- L'ordonnance n°2020-310 du 25 mars 2020 portant dispositions temporaires relatives aux assistants maternels et aux disponibilités d'accueil des jeunes enfants ;
- L'ordonnance n°2020-312 du 25 mars 2020 relative à la prolongation de droits sociaux ;

- L'ordonnance n°2020-311 du 25 mars 2020 relative à l'adaptation temporaire des règles d'instruction des demandes et d'indemnisation des victimes par l'Office national d'indemnisation des victimes d'accidents médicaux, des affections iatrogènes et des infections nosocomiales et par le Fonds d'indemnisation des victimes de l'amiante ;
- L'ordonnance n°2020-317 du 25 mars 2020 portant création d'un fonds de solidarité à destination des entreprises particulièrement touchées par les conséquences économiques, financières et sociales de la propagation de l'épidémie de covid-19 et des mesures prises pour limiter cette propagation ;
- L'ordonnance n°2020-331 du 25 mars 2020 relative au prolongement de la trêve hivernale.

► **Coronavirus - Activité partielle**

Le décret n°2020-325 du 25 mars 2020, relatif à l'activité partielle, est paru au *JO* du 26.

L'ordonnance n°2020-346 du 27 mars 2020, portant mesures d'urgence en matière d'activité partielle, est également parue au *JO* du 28.

Le décret n°2020-435 du 16 avril 2020, portant mesures d'urgence en matière d'activité partielle en application de cette ordonnance, est paru au *JO* du 17. Il a été modifié par le décret n°2020-522 du 5 mai 2020 (*JO* du 6).

► **Allocation d'aide au retour à l'emploi**

Un arrêté du 11 mars 2020, relatif à l'application du dispositif de dégressivité de l'allocation d'aide au retour à l'emploi en cas d'accomplissement d'une action de formation par l'allocataire, est paru au *JO* du 27.

► **Taxe d'apprentissage**

Un arrêté du 13 février 2020, modifiant l'arrêté du 30 décembre 2019 fixant la liste nationale des organismes habilités à percevoir le solde de la taxe d'apprentissage, est paru au *JO* du 27 mars.

► **Assurance chômage**

Le décret n°2020-361 du 27 mars 2020, portant modification du décret n°2019-797 du 26 juillet 2019 modifié relatif au régime d'assurance chômage, est paru au *JO* du 29.

► **Coronavirus - Fonds de solidarité pour les entreprises**

Le décret n°2020-371 du 30 mars 2020, relatif au fonds de solidarité à destination des entreprises particulièrement touchées par les conséquences économiques, financières et sociales de la propagation de l'épidémie de covid-19 et des mesures prises pour limiter cette propagation, est paru au *JO* du 31. Il a été modifié par le décret n°2020-394 du 2 avril paru au *JO* du 3 et par le décret n°2020-433 du 16 avril 2020 publié au *JO* du 17.

► **Apprentissage**

Le décret n°2020-372 du 30 mars 2020 portant diverses dispositions relatives à l'apprentissage est paru au *JO* du 31.

Un autre décret n°2020-373 du 30 mars 2020, relatif à la rémunération des apprentis et portant diverses adaptations de la partie réglementaire du code du travail relatives à l'apprentissage, est paru au même *JO*.

► **Coronavirus - Loi organique**

La loi organique n°2020-365 du 30 mars 2020 d'urgence pour faire face à l'épidémie de covid-19 est parue au *JO* du 31. Elle avait fait l'objet d'un recours devant le Conseil constitutionnel (décision n°2020-799 DC publiée au même *JO*).

► **Mayotte - Réduction du temps de travail**

Le décret n°2020-379 du 30 mars 2020, relatif au délai de dépôt d'une demande d'accompagnement financier à la réduction du temps de travail à Mayotte, est paru au *JO* du 1^{er} avril.

► **Prime « Macron »**

L'ordonnance n°2020-385 du 1^{er} avril 2020, modifiant la date limite et les conditions de versement de la prime exceptionnelle de pouvoir d'achat, est paru au *JO* du 2.

Elle prolonge, notamment la durée de versement jusqu'au 31 août.

► **Coronavirus - Activité partielle - Médecin du travail**

L'ordonnance n°2020-386 du 1^{er} avril 2020, adaptant les conditions d'exercice des missions des services de santé au travail à l'urgence sanitaire, et modifiant le régime des demandes préalables d'autorisation d'activité partielle, est paru au *JO* du 2 avril.

Le décret n°2020-410 du 8 avril 2020, adaptant temporairement les délais de réalisation des visites et examens médicaux par les services de santé au travail à l'urgence sanitaire, est paru au *JO* du 9.

► **Coronavirus - Formation professionnelle**

L'ordonnance n°2020-387 du 1^{er} avril 2020, portant mesures d'urgence en matière de formation professionnelle, est paru au *JO* du 2.

Le décret n°2020-435 du 16 avril 2020, portant mesures d'urgence en matière d'activité partielle en application de cette ordonnance, est paru au *JO* du 17.

► **Coronavirus - Mesure de l'audience - Conseillers prud'hommes**

L'ordonnance n°2020-388 du 1^{er} avril 2020, relative au report du scrutin de mesure de l'audience syndicale auprès des salariés des entreprises de moins de onze salariés et à la prorogation des mandats des conseillers prud'hommes et membres des commissions paritaires régionales interprofessionnelles, est paru au *JO* du 2.

► **Coronavirus - Institutions représentatives du personnel**

L'ordonnance n°2020-389 du 1^{er} avril 2020, portant mesures d'urgence relatives aux instances représentatives du personnel, est paru au *JO* du 2.

Le décret d'application n°2020-419 du 10 avril 2020, relatif aux modalités de consultation des instances représentatives du personnel pendant la période de l'état d'urgence sanitaire, est paru au *JO* du 11.

► **Activité partielle - Heures indemnifiables**

L'arrêté du 31 mars 2020, modifiant le contingent annuel d'heures indemnifiables au titre de l'activité partielle pour l'année 2020, est paru au *JO* du 3.

► **Coronavirus et juridictions administratives**

L'ordonnance n°2020-405 du 8 avril 2020, portant diverses adaptations des règles applicables devant les juridictions de l'ordre administratif et modifiant celle du 25 mars 2020 (n°2020-305), est parue au *JO* du 9.

► **Dérogation dans divers domaines - Préfectures**

Le décret n°2020-412 du 8 avril 2020, relatif au droit de dérogation reconnu au préfet, est paru au *JO* du 9.

► **Assemblées et organes dirigeants**

Le décret n°2020-418 du 10 avril 2020, portant adaptation des règles de réunion et de délibération des assemblées et organes dirigeants des personnes morales et entités dépourvues de personnalité morale de droit privé en raison de l'épidémie de covid-19, est paru au *JO* du 11.

► **Coronavirus - Demandeurs d'emploi**

Le décret n°2020-425 du 14 avril 2020, portant mesures d'urgence en matière de revenus de remplacement mentionnés à l'article L 5421-2 du code du travail, est paru au *JO* du 15.

Son arrêté d'application du 16 avril 2020, portant mesures d'urgence en matière de revenus de remplacement mentionnés à l'article L 5421-2 du code du travail, est paru au *JO* du 17.

► **Coronavirus - Dispositions diverses**

L'ordonnance n°2020-427 du 15 avril 2020, portant diverses dispositions en matière de délais pour faire face à l'épidémie de covid-19 est parue au *JO* du 16. Elle modifie les ordonnances n°2020-305, 2020-306 et 2020-386.

► **Coronavirus - Dispositions diverses en matière sociale**

L'ordonnance n°2020-428 du 15 avril 2020, portant diverses dispositions sociales pour faire face à l'épidémie de covid-19, est parue au *JO* du 16. Elle modifie les ordonnances n°2020-306, 2020-309, 2020-312, 2020-313, 2020-322, 2020-346 et 2020-387.

► **Coronavirus - Fonction publique d'Etat et territoriale**

L'ordonnance n°2020-430 du 15 avril 2020, relative à la prise de jours de réduction du temps de travail ou de congés dans la fonction publique de l'Etat et la fonction publique territoriale au titre de la période d'urgence sanitaire, est parue au *JO* du 16.

► **Coronavirus - Indemnités maladie**

Le décret n°2020-434 du 16 avril 2020, relatif à l'adaptation temporaire des délais et modalités de versement de l'indemnité complémentaire prévue à l'article L 1226-1 du code du travail, est paru au *JO* du 17.

► **Coronavirus - Extension des accords collectifs de branche**

Le décret n°2020-441 du 17 avril 2020, relatif aux délais d'extension des accords de branche ayant pour objet de faire face aux conséquences économiques, financières et sociales de la propagation de l'épidémie de covid-19, est paru au *JO* du 18.

► **Coronavirus - Handicap**

Le décret n°2020-459 du 21 avril 2020, modifiant le décret n°2020-73 du 31 janvier 2020 portant adoption de conditions adaptées pour le bénéfice des prestations en espèces pour les personnes exposées au coronavirus est paru au *JO* du 23. Il étend notamment le bénéfice de l'arrêt de travail pour les parents d'enfants handicapés qui ne peuvent pas télétravailler.

► **Coronavirus - Ordonnance balai**

L'ordonnance n°2020-460 du 22 avril 2020, portant diverses mesures prises pour faire face à l'épidémie de covid-19 modifiant les différentes ordonnances déjà prises, est parue au *JO* du 23.

Le décret n°2020-509 du 2 mai 2020, fixant les modalités d'application des dispositions du I de l'article 9 de l'ordonnance n°2020-460 du 22 avril 2020 modifiée portant diverses mesures prises pour faire face à l'épidémie de covid-19, est paru au *JO* du 3 mai. Il précise les délais issus de l'article 9 de cette ordonnance.

► **Collaborateurs parlementaires - Projet d'accompagnement personnalisé**

Le décret n°2020-461 du 21 avril 2020, modifiant le décret n°2017-1733 du 22 décembre 2017 relatif au parcours d'accompagnement personnalisé proposé aux collaborateurs parlementaires en cas de licenciement pour un motif autre que personnel, est paru au *JO* du 23.

► **Coronavirus - Territoires ultra-marins**

L'ordonnance n°2020-463 du 22 avril 2020, adaptant l'état d'urgence sanitaire à la Nouvelle-Calédonie, à la Polynésie française et aux îles Wallis et Futuna, est paru au *JO* du 23.

► **Allocation de présence parentale**

Le décret n°2020-470 du 23 avril 2020, relatif à l'assouplissement du recours au congé de présence parentale et à l'allocation journalière de présence parentale, est publié au *JO* du 25. Il modifie l'article D 1225-17 du code du travail.

► **Coronavirus - Délais non suspendus**

Le décret n°2020-471 du 24 avril 2020, portant dérogation au principe de suspension des délais pendant la période d'état d'urgence sanitaire liée à l'épidémie de covid-19 dans le domaine du travail et de l'emploi, est paru au *JO* du 25.

Il précise les actes pour lesquels la suspension des délais de l'ordonnance n°2020-306 du 25 mars 2020 relative à la prorogation des délais échus pendant la période d'urgence sanitaire reprennent leur cours.

► **Coronavirus - Loi de finances rectificative pour 2020**

La loi n°2020-473 du 25 avril 2020 de finances rectificative pour 2020 est parue au *JO* du 26.

Elle prévoit notamment le passage, à compter du 1^{er} mai, en activité partielle des salariés en arrêt pour garde d'enfants, les personnes vulnérables ou hébergeant une personne vulnérable indemnisés par la sécurité sociale (article 20).

Le décret n°2020-520 du 5 mai 2020, modifiant le décret n°2020-73 du 31 janvier 2020 portant adoption de conditions adaptées pour le bénéfice des prestations en espèces pour les personnes exposées au coronavirus, est paru au *JO* du 6. Il détermine les personnes relevant de ce nouveau régime.

Le décret n°2020-520 du 5 mai 2020, modifiant le décret n°2020-73 du 31 janvier 2020 portant adoption de conditions adaptées pour le bénéfice des prestations en espèces pour les personnes exposées au coronavirus, est paru au *JO* du 6.

Il fait perdre le bénéfice des indemnités journalières à ces personnes.

► **Apprentissage - Secteur public**

Le décret n°2020-478 du 24 avril 2020, relatif à l'apprentissage dans le secteur public non industriel et commercial, est paru au *JO* du 26. Il modifie le code du travail.

► **Conseillers prud'hommes - Prorogation exceptionnelle - Formation obligatoire**

Le décret n°2020-482 du 27 avril 2020 proroge à titre exceptionnel le délai d'accomplissement de la formation obligatoire des conseillers prud'hommes sous peine d'être réputés démissionnaires d'office.

Ainsi :

- les conseillers prud'hommes nommés par arrêté du 14 décembre 2018 n'ayant pas exécuté leur obligation de formation initiale à la date du 30 avril 2020 disposent d'un délai supplémentaire exceptionnel d'un an (soit avant le 30 avril 2021) ;
- les conseillers prud'hommes nommés par arrêté du 30 octobre 2019 et n'ayant pas exécuté leur obligation de formation initiale à la date du 28 février 2021 disposent d'un délai supplémentaire exceptionnel d'un an (soit avant le 28 février 2022). Ils peuvent accomplir leur formation continue avant d'avoir accompli leur formation initiale.
- les conseillers prud'hommes ayant déposé leur candidature entre janvier et février 2020 doivent accomplir leur formation initiale « dans un délai de quinze mois à compter du premier jour du huitième mois suivant leur nomination ». Ils peuvent accomplir leur formation continue avant d'avoir accompli leur formation initiale.

► **RSA - Revalorisation**

Le décret n°2020-490 du 29 avril 2020, portant revalorisation du montant forfaitaire du revenu de solidarité active, est paru au *JO* du 30.

Il revalorise son montant à 564,78 euros.

► **Prime d'activité - Revalorisation**

Le décret n°2020-491 du 29 avril 2020, portant revalorisation du montant forfaitaire de la prime d'activité, est paru au *JO* du 30.

Il revalorise son montant à 553,16 euros.

► **Allocation aux adultes handicapés - Revalorisation**

Le décret n°2020-492 du 29 avril 2020, portant revalorisation du montant de l'allocation aux adultes handicapés, est paru au *JO* du 30.

Il revalorise son montant à 902,70 euros.

► **Audience de représentativité dans les entreprises de moins de 11 salariés**

L'arrêté du 24 avril 2020, portant modification de l'arrêté du 21 février 2020 relatif aux modalités de candidature à la mesure en 2020 de l'audience des organisations syndicales auprès des salariés des entreprises de moins de onze salariés, est paru au *JO* du 2 mai.

Il reporte le dépôt des candidatures au 24 avril et la publication des listes au 9 mai.

► **Coronavirus et CSE - Délais de consultation**

L'ordonnance n°2020-507 du 2 mai 2020, adaptant temporairement les délais applicables pour la consultation et l'information du comité social et économique afin de faire face à l'épidémie de covid-19, est parue au *JO* du 3 mai.

Son décret d'application n°2020-508 du 2 mai 2020, adaptant temporairement les délais relatifs à la consultation et l'information du comité social et économique afin de faire face aux conséquences de la propagation de l'épidémie de covid-19, est paru le même jour.

► **Insertion - Traitement de données**

L'arrêté du 7 avril 2020, portant création d'un traitement automatisé de données à caractère personnel relatif à un téléservice visant à faciliter la mise en œuvre des parcours d'insertion par l'activité économique dénommé « plateforme de l'inclusion » est paru au *JO* du 5.

► **Coronavirus et marins**

Un arrêté du 6 mai 2020, portant fixation des montants horaires des salaires forfaitaires servant au calcul de l'indemnité et de l'allocation d'activité partielle des marins à la pêche rémunérés à la part, est paru au *JO* du 7.